



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 28 de l'ordre du jour:	
Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires: rapport du Conseil économique et social (<i>suite</i>)	223
Point 27 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés (<i>suite</i>):	
c) Industrialisation des pays sous-développés (<i>suite</i>)	224

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires: rapport du Conseil économique et social (A/3154, A/3192, A/C.2/L.307/Rev.1, A/C.2/L.308) [*suite*]

1. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le projet de résolution révisé de Ceylan, de l'Inde et de l'Indonésie (A/C.2/L.307/Rev.1).
2. M. ANIS (Egypte), appuyé par M. DAMLUJI (Irak), propose de supprimer, dans le dispositif, les mots "y compris la possibilité de créer un fonds alimentaire mondial". Plusieurs délégations et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont indiqué que cette question est déjà en cours d'examen. En maintenant ce membre de phrase on risquerait de retarder cette étude; or la délégation égyptienne espère au contraire voir le Secrétariat et la FAO la mener à bien rapidement.
3. M. Gopala MENON (Inde) et M. DURAISWAMY (Ceylan) acceptent la modification proposée par le représentant de l'Egypte.
4. M. OMPI (Indonésie) l'accepte aussi, étant entendu qu'une fois créé, le groupe de travail sera chargé d'étudier cette question.
5. M. CUTTS (Australie) tient à préciser, pour dissiper tout malentendu, que la délégation australienne ne traite pas la question à la légère. Elle a le sens de ses responsabilités et a présenté très sérieusement des arguments qu'elle estime valables et que, d'ailleurs, les auteurs du texte précédent semblent avoir reconnus comme tels puisqu'ils ont retiré leur proposition.
6. Le projet de résolution révisé a l'avantage sur le précédent de paraître moins dangereux. La délégation australienne ne peut cependant pas l'appuyer, car il est inutile. La résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social a assigné au Secrétaire général un mandat complet et prévoit tous les moyens qui doivent lui permettre de le remplir.
7. M. WOULBROUN (Belgique) reconnaît que le projet de résolution, avec la modification proposée par le représentant de l'Egypte, représente une amélioration par rapport au texte qu'il remplace. Mais, même sous sa forme actuelle, il ne paraît pas indispensable. Le

Secrétaire général, la FAO et les autres organisations sont déjà habilités à établir les contacts prévus.

8. Comme l'a fait observer le représentant de l'Australie, le texte actuel n'ajoute pas grand-chose de nouveau. Le représentant de la Belgique propose donc à ses auteurs de le retirer et d'accepter que l'on ajoute dans le rapport de la Commission un paragraphe où seraient formulées les suggestions qui en font l'objet.

9. Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'observations de la part des auteurs du projet de résolution, il le considère comme maintenu.

10. Répondant à une question du PRESIDENT, M. ANIS (Egypte) déclare qu'il retire son projet de résolution (A/C.2/L.308).

11. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé de Ceylan, de l'Inde et de l'Indonésie (A/C.2/L.307/Rev.1) modifié par l'amendement oral égyptien.

Par 33 voix contre 9, avec 18 abstentions, le projet de résolution ainsi amendé, est adopté.

12. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote, déclare que, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social donne au Secrétaire général les pouvoirs nécessaires pour examiner toutes suggestions ayant pour objet de donner suite à la résolution 827 (IX) de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général est donc en mesure de s'acquitter de sa tâche. Après la déclaration faite par le représentant du Secrétaire général à la séance précédente, la délégation des Etats-Unis a estimé ne pas pouvoir voter pour le projet de résolution.

13. Mlle BOWLBY (Canada) indique que le fait d'avoir voté pour le projet de résolution ne signifie pas nécessairement que sa délégation soit favorable à la création du groupe de travail. La délégation canadienne pense simplement que l'on pourrait étudier l'opportunité de le créer. Elle réserve sa position quant aux diverses propositions examinées dans le rapport de la FAO sur le *Rôle d'une réserve mondiale de produits alimentaires — portée et limites*¹.

14. M. KAUFMANN (Pays-Bas) estime, comme le représentant des Etats-Unis, qu'il n'y avait pas besoin d'une nouvelle résolution pour atteindre les objectifs énoncés dans la résolution 827 (IX) de l'Assemblée générale et dans la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social. Les arrangements actuels fonctionnent d'une manière satisfaisante.

15. Le représentant des Pays-Bas regrette que les auteurs du projet de résolution n'aient pas cru devoir accepter la proposition du représentant de la Belgique, qui aurait pu donner satisfaction à toutes les délégations.

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Etudes sur les politiques en matière de produits, No 10, Rome, 1956.

16. Le PRESIDENT donne la parole aux représentants des Etats-Unis et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui ont invoqué le droit de réponse prévu à l'article 116 du règlement intérieur.

17. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il avait l'intention de relever certaines allégations faites à une séance précédente au sujet de l'aide des Etats-Unis aux pays sous-développés, mais, après réflexion, il lui semble que leur absurdité est évidente aux yeux de toutes les délégations. Il lui paraît donc inutile de faire perdre son temps à la Commission en les réfutant.

18. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'à une séance précédente, le représentant des Etats-Unis a fait allusion à l'économie hongroise, et estime qu'il n'est pas convenable de parler d'un Etat Membre en l'absence de ses représentants.

19. D'autre part, certaines délégations ont essayé de présenter la situation des pays socialistes d'une manière qui laisse entendre que l'industrialisation de ces pays se fait à une cadence trop rapide. M. Tchernychev tient à déclarer que l'industrialisation des pays socialistes s'accompagne d'une élévation constante du niveau de vie des populations. C'est la caractéristique des économies de ces pays.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [suite]:

c) Industrialisation des pays sous-développés (A/C.2/L.304, A/C.2/L.305, A/C.2/L.306) [suite]

20. Le PRESIDENT indique à la Commission qu'au cours de consultations officieuses qui ont eu lieu entre les auteurs des trois projets de résolution relatifs à l'industrialisation des pays sous-développés, il s'est avéré que la proposition présentée par neuf pays d'Amérique latine (A/C.2/L.305) était fondamentalement différente des deux autres, celle du Pakistan (A/C.2/L.304) et celle de l'Egypte (A/C.2/L.306).

21. Les délégations de l'Egypte et du Pakistan s'efforcent de mettre au point un projet de résolution unique et espèrent y parvenir sous peu. Le Président propose donc à la Commission de se prononcer, à la présente séance, sur le texte des neuf pays d'Amérique latine; la discussion sur l'industrialisation des pays sous-développés ne serait close qu'à la séance suivante, après l'examen et la mise aux voix du nouveau projet commun de l'Egypte et du Pakistan.

Il en est ainsi décidé.

22. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela), présentant le projet de résolution commun de l'Argentine, de la Bolivie, de la Colombie, du Costa-Rica, de l'Equateur, du Guatemala, du Salvador, de l'Uruguay et du Venezuela, dit qu'il a pour objet, d'une part, de remercier le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les commissions économiques régionales des excellents travaux qu'ils ont effectués en matière d'industrialisation et de les encourager à poursuivre leur action dans ce domaine, d'autre part, d'appeler l'attention des Etats Membres sur ces études afin qu'ils en tirent le plus grand profit. Les auteurs du projet ont voulu souligner, en outre, l'importance que présente l'industrialisation dans le processus de développement économique. Enfin, il leur a paru équitable de prendre acte non seulement du désir des pays sous-développés de promouvoir leur industrialisation, mais aussi de la

volonté de coopération dont témoignent les pays industrialisés.

23. M. ENCINAS (Pérou) estime que, par souci d'équité, la Commission se doit de relever également l'activité si utile déployée dans le domaine de l'industrialisation par les institutions spécialisées, notamment l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il propose donc d'ajouter, entre le troisième et le quatrième considérant du texte à l'étude, un nouvel alinéa ainsi conçu: "*Prenant note également de l'œuvre accomplie dans ce domaine par les institutions spécialisées*", et d'insérer les mots "et les institutions spécialisées" après les mots "les commissions économiques régionales" au paragraphe 1 du dispositif. Cette omission rectifiée, le projet de résolution serait parfait et la délégation du Pérou serait heureuse de l'appuyer.

24. Au nom des auteurs, M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) et M. LARREA (Equateur) acceptent les amendements du Pérou.

25. M. AMADOR (Mexique) rappelle qu'au cours de la discussion générale, la délégation mexicaine a souligné l'importance qu'elle attache à l'industrialisation en tant qu'élément indispensable du développement économique (407^{ème} séance). Elle se félicite donc du projet présenté par les neuf pays d'Amérique latine et votera en sa faveur.

26. M. ANIS (Egypte) ne peut accepter, sous sa forme actuelle, le texte de ce qui est devenu, avec l'adoption des amendements péruviens, le cinquième considérant du projet de résolution. Il estime que la deuxième partie de ce considérant, qui a trait aux pays industrialisés, ne correspond pas à la réalité et il en demande la suppression; au cas où cette proposition ne serait pas acceptée par les auteurs, la délégation égyptienne demanderait que le membre de phrase en question, à partir des mots "et, d'autre part..." fasse l'objet d'un vote séparé.

27. M. ALLOUNI (Syrie) souscrit aux remarques du représentant de l'Egypte.

28. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) fait observer que tous les représentants des pays industrialisés qui ont participé aux débats de la Commission ont clairement manifesté le désir de coopération de leur pays: en prendre note est un acte d'élémentaire justice. Il ne s'agit, au reste, que d'une constatation de fait, strictement conforme à la réalité.

29. M. ANIS (Egypte) répond que, si certains pays très industrialisés sont, en effet, disposés à aider certains pays sous-développés à s'industrialiser, ils ne sont ni les seuls ni les plus résolus; dans ces conditions, il ne serait pas équitable de passer sous silence le désir de collaboration manifesté également par les pays que l'on pourrait qualifier de semi-industrialisés tels que le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande.

30. En conséquence, M. Anis propose formellement de rédiger comme suit la deuxième partie du cinquième considérant: "... et, d'autre part, de ce que les autres pays ont indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés dans ce sens".

31. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis se réserve le droit, au cas où l'amendement égyptien serait adopté, de présenter un sous-amendement qui modifierait la dernière partie du cinquième considérant comme suit: "... et, d'autre

part, de ce que les pays industrialisés et les autres pays ont clairement indiqué...".

32. M. LEPRO (Uruguay) met la Commission en garde contre le danger d'une dialectique trop subtile. Il rappelle que, dans la terminologie courante de l'Organisation des Nations Unies, l'on ne distingue que deux catégories de pays: les pays sous-développés et les autres. Pour sa part, il s'opposera à l'amendement du représentant de l'Egypte.

33. M. MORALES (Argentine) appuie le représentant de l'Uruguay. Il souligne, en outre, que ceux qui peuvent le mieux aider à l'industrialisation des pays sous-développés sont précisément les pays très industrialisés; les autres ont un rôle utile à jouer, certes, mais dans d'autres domaines.

34. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose qu'au paragraphe 1 du dispositif, les mots "*Exprime sa satisfaction*" soient remplacés par "*Prend acte*"; il estime, en effet, que l'objet de la résolution n'est pas de se féliciter des travaux déjà accomplis, mais de souligner la nécessité de les poursuivre.

35. M. MORALES (Argentine) fait observer que la deuxième partie du paragraphe répond à la préoccupation du représentant de l'URSS. Quant à l'expression de satisfaction que l'on trouve dans la première partie, non seulement elle figure traditionnellement dans les textes de résolution, mais elle est pleinement méritée.

36. De l'avis de M. BRINSON (Royaume-Uni), l'adoption de l'amendement soviétique à ce stade impliquerait un blâme tout à fait injustifié à l'égard des organes des Nations Unies. Si l'on devait néanmoins adopter l'amendement soviétique, il serait inutile d'ajouter au préambule un paragraphe tel que celui proposé par le représentant du Pérou.

37. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se défend de toute intention de critiquer les activités des institutions spécialisées et surtout des commissions économiques régionales, qui font un excellent travail: prendre acte n'est pas critiquer. Il est moins sûr de la valeur des travaux du Conseil économique et social; la délégation de l'URSS se propose de revenir sur ce point en temps utile.

38. Etant donné le nombre d'amendements au projet de résolution des neuf pays d'Amérique latine qui ont été présentés, étant donné aussi que la discussion sur l'industrialisation des pays sous-développés doit se poursuivre à la séance suivante où la Commission sera saisie d'un nouveau projet, M. Tchernychev se demande si l'on n'aurait pas intérêt à ajourner également le vote sur le projet à l'étude.

39. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) appuie cette suggestion. Ce délai pourrait être mis à profit par les trois délégations intéressées en vue d'aboutir à un texte unique, ce qui serait beaucoup plus satisfaisant.

40. M. Gopala MENON (Inde) serait heureux, lui aussi, d'une nouvelle tentative en vue de concilier les trois textes relatifs à l'industrialisation.

41. M. LARREA (Equateur) répète que, malgré toute leur bonne volonté, les auteurs des trois projets de résolution ont dû constater que toute fusion entre le texte des neuf pays d'Amérique latine et ceux du Pakistan et de l'Egypte était impossible.

42. M. BRINSON (Royaume-Uni) et M. ENCINAS (Pérou) s'opposent à l'ajournement du vote sur le projet de résolution des neuf pays d'Amérique latine.

43. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'insiste pas.

44. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution des neuf pays d'Amérique latine (A/C.2/L.305), et sur les amendements à ce projet présentés oralement par l'Egypte et l'Union soviétique.

Par 38 voix contre 15, avec 13 abstentions, l'amendement de l'Egypte au second membre de phrase du cinquième considérant est rejeté.

Par 47 voix contre 2, avec 16 abstentions, le second membre de phrase du cinquième considérant est adopté.

Par 49 voix contre 7, avec 8 abstentions, l'amendement de l'Union soviétique au paragraphe 1 du dispositif est rejeté.

Par 63 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté, tel qu'il a été modifié par les amendements du Pérou.

45. Expliquant son vote, M. ANIS (Egypte) déclare que, si elle s'est prononcée contre le maintien du deuxième membre de phrase du cinquième considérant, ce n'est pas que sa délégation méconnaisse l'importance du rôle joué par un certain nombre de pays industrialisés, dans certains cas; mais elle est obligée de constater que, dans d'autres cas, ces pays ne sont pas du tout disposés, comme on l'affirme dans le projet de résolution, à apporter leur coopération; ils s'y refusent au contraire et font même preuve, à l'égard des pays sous-développés, d'une certaine hostilité. Les faits sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister.

46. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique que, si sa délégation s'est abstenue sur le paragraphe 1 du dispositif, ce n'est pas qu'elle mette en doute l'importance des travaux de l'Organisation des Nations Unies et notamment des commissions économiques régionales, mais elle estime qu'on aurait eu intérêt à insister sur la nécessité de poursuivre les efforts.

47. La délégation soviétique s'est également abstenue sur l'amendement égyptien: elle comprend les raisons qui ont incité la délégation de l'Egypte à le présenter, mais personne n'ignore que l'Union soviétique aide les pays sous-développés dans leurs efforts d'industrialisation et qu'elle entend bien continuer à le faire.

48. M. LYCHOWSKI (Pologne) estime qu'en ce qui concerne l'industrialisation des pays sous-développés, l'Organisation des Nations Unies n'a pas, jusqu'à présent, obtenu de résultats véritablement positifs. Or, le projet de résolution donne l'impression que l'Assemblée générale est satisfaite de ce qui a été fait dans ce domaine. C'est parce qu'elle pense qu'il serait actuellement prématuré d'exprimer une telle satisfaction que la délégation polonaise s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

49. M. Gopala MENON (Inde) a voté en faveur de l'amendement égyptien parce que l'adoption de l'expression "les autres pays" aurait permis de tenir compte, non seulement des pays industrialisés, mais également des pays semi-industrialisés. Il s'est prononcé ensuite en faveur du maintien du second membre de phrase du cinquième considérant, parce que l'on se borne à y constater un fait: il ne voit aucune objection en effet à ce qu'il soit pris acte des intentions que les représentants des pays industrialisés ont exprimées à maintes reprises à la Commission. La délégation de l'Inde s'est prononcée enfin contre l'amendement proposé par l'Union soviétique car ce serait manquer de courtoisie envers les divers organes des Nations Unies

qui ont consacré leurs efforts à l'étude des problèmes de l'industrialisation que de s'abstenir de les féliciter de leurs travaux.

50. Si M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) a voté en faveur de l'amendement égyptien au cinquième considérant, c'est parce qu'il jugeait préférable de ne pas faire exclusivement mention des pays industrialisés. Cet

amendement rejeté, il a voté en faveur du maintien du second membre de phrase, car les membres de la Commission savent que les représentants des pays industrialisés se sont déclarés disposés à apporter leur coopération aux efforts d'industrialisation des pays sous-développés, ce dont on ne peut que se féliciter.

La séance est levée à 17 h. 20.